

**ANALYSE DE SITUATION DES ENFANTS VIVANT AVEC UN HANDICAP A MADAGASCAR**

Chère Madame/Cher Monsieur,

Le Fond des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) vous invite par la présente à soumissionner dans le cadre du présent appel d'offres (AO) relatif à l'objet suivant :

**1. Objet de la Demande de propositions :**

Cette demande est initiée pour l'analyse de situation des enfants vivant avec un handicap a Madagascar. L'objectif de cette étude est d'évaluer et analyser la situation en ce qui concerne la réalisation des droits des enfants (0-17 ans) et des adolescents (10-19 ans) vivant avec un handicap

**2. La présente demande de proposition inclut les documents suivants**

i.Instructions aux soumissionnaires	(Annexe I)
ii.Formulaires de soumission	(Annexe II)
iii.Terms de références	(Annexe III)
iv.Conditions générales du Contrat	(Annexe IV)

**3. Dépôt / Remise des offres :**

- Les offres (technique et financière) doivent être séparées en deux fichiers et envoyées électroniquement à l'adresse suivante avant le **20 Septembre 2021 à 12h00 (GMT +3)** précises (heure d'Antananarivo) : [supplyantananarivo@unicef.org](mailto:supplyantananarivo@unicef.org)
- Comme Objet du mail : **LRPS-2021-9169548 : Disability SitAn**

Pour obtenir des informations complémentaires, vous pouvez soumettre vos questions par écrit, de préférence par e-mail à : [randrianaivo@unicef.org](mailto:randrianaivo@unicef.org), [ematellone@unicef.org](mailto:ematellone@unicef.org) avant le 03 Septembre 2021 à 12h00 (GMT+3)

La réponse ou les informations nécessaires vous seront fournies rapidement. Cependant, tout retard dans la transmission de ces informations ne pourrait en aucun cas constituer un motif de report de la date de soumission de votre proposition.

**4. Ouverture des offres :**

Compte tenu de la situation de la crise sanitaire actuelle, il n'y aura pas de séance publique de dépouillement des offres.

Les candidats peuvent verrouiller leur proposition financière. UNICEF vous contactera si votre proposition technique est retenue.

L'UNICEF attend avec intérêt votre soumission et vous remercie d'avance de l'attention que vous portez aux opportunités commerciales proposées par l'UNICEF.

En vous priant d'agréer l'expression de nos salutations distinguées,

Pour la Section Approvisionnements

**Laetichia Rakotoarison**  
Supply Manager, ai.  
UNICEF Madagascar

## ANNEXE I. INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

### 1. Introduction

#### a) **Généralités**

L'objet de l'invitation à est de recruter une agence / cabinet pour l'analyse de situation des enfants vivant avec un handicap a Madagascar

#### **.Objectifs**

L'objectif de l'étude est d'évaluer et d'analyser la situation en ce qui concerne la réalisation des droits des enfants (0-17 ans) et des adolescents (10-19 ans) malgaches vivant avec un handicap selon la Classification Internationale du Fonctionnement, du handicap et de la santé pour Enfants et Adolescents (CIF-EA) de l'OMS. L'analyse de la situation se basera sur le modèle social du handicap qui affirme que le handicap résulte d'interactions entre une personne ayant une déficience physique, intellectuelle, sensorielle, cognitif ou mentale spécifique et l'environnement social et culturel. Le handicap est donc compris comme une construction sociopolitique, par laquelle les barrières comportementales, environnementales et institutionnelles qui existent en soi au sein de la société excluent et discriminent systématiquement les personnes vivant avec un handicap. Les résultats seront désagregés par sexe et par âge pour permettre une utilisation optimale.

Les objectifs spécifiques de cette étude sont :

- a. D'analyser l'accès et les inéquités d'accès des enfants et adolescents vivant avec un handicap aux services sociaux et la qualité de ces services tels que l'éducation, la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, la protection sociale ainsi que leur participation, leur inclusion et leur protection à la maison, à l'école, dans les institutions spécialisées ou dans la communauté ;
- b. D'analyser particulièrement la situation des enfants et adolescents vivant avec un handicap qui sont dans les institutions spécialisées notamment les services auxquels ils ont accès et les abus et exploitations auxquels ils font face ;
- c. D'analyser les impacts de la pandémie du COVID-19 ainsi que d'autres risques et urgences sur les enfants vivant avec un handicap ;
- d. De faire une analyse en profondeur des goulots d'étranglement et des obstacles qui affectent l'inclusion des enfants et adolescents vivant avec un handicap dans les services sociaux sus-mentionnés. Cette analyse doit porter sur la mise en place d'un environnement favorable, l'offre et la demande de services ainsi que leur qualité ;
- e. D'analyser les procédures et les dispositifs existants d'identification du handicap<sup>1</sup> et de référence vers les établissements spécialisés (santé, soins de répit, éducation, dispositifs d'assistance, assistance sociale), leur disponibilité ainsi que leur effectivité/opérationnalité au niveau des services de santé de protocoles de prévention, de traitement et de suivi des cas identifiés ;
- f. D'analyser en profondeur la capacité, la préparation des services sociaux (santé et nutrition ; éducation primaire, secondaire et professionnelle y compris les écoles formelles et non formelles, ainsi que les prestataires confessionnels et non confessionnels (gérés par des ONG ou OSC) d'éducation et les centres pour le Développement de la Petite Enfance (DPE) ; eau, assainissement

---

<sup>1</sup> Le programme de politique sociale de l'UNICEF est en train de recruter une institution pour fournir une assistance technique au travail de protection sociale pour les personnes vivant avec un handicap à Madagascar. Plus précisément, il s'agit de tester les outils d'identification pour l'enregistrement des personnes handicapées, de définir les critères d'éligibilité pour les principaux programmes de protection sociale et de fournir un soutien global dans l'opérationnalisation d'un système de protection sociale plus sensible au handicap dans des zones urbaines et rurales sélectionnées du pays.

- et hygiène ; protection sociale) et l'engagement des Ministères dans la promotion de l'inclusion des enfants et les adolescents en situation de handicap - y compris l'identification des obstacles liés à l'offre;
- g. D'analyser et de documenter l'offre existante de services de réadaptation à base communautaire et de fournir des recommandations sur la manière de les mettre à l'échelle ;
  - h. D'analyser le système statistique sur le handicap notamment sur la définition, la collecte, la compilation et l'utilisation des données sur le handicap ;
  - i. Sur la base des résultats de toutes ces analyses, de fournir des propositions de stratégies pour renforcer la réalisation des droits des enfants et adolescents vivants avec un handicap à Madagascar, en particulier pour la Politique Nationale d'Inclusion du Handicap à Madagascar.
  - j.

## **2. Préparation des Propositions**

### **a) Langue de la Proposition**

Les Propositions préparées par le Soumissionnaire de même que toutes les correspondances et documents relatifs à la Proposition échangés entre le Soumissionnaire et l'UNICEF seront écrits en français. Tout autre document écrit fourni par le Soumissionnaire peut être rédigé dans une autre langue, à condition qu'il soit accompagné d'une traduction de ses parties pertinentes en français, auquel cas, aux fins d'interprétation de la Proposition, le texte en français prévaudra.

### **b) Les coûts de la Proposition**

Le Soumissionnaire indiquera les coûts des services qu'il se propose de fournir en vertu du présent contrat dans un Tableau des coûts,

#### **Devises de la Proposition**

Tous les coûts seront indiqués **en Ariary**.ou en **Euro** ou en **Dollar** suivant la devise de paiement de la prestation.

### **c) Période de validité des propositions**

Les propositions resteront valides pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** suivant la date de soumission des propositions arrêtée par L'UNICEF, conformément à la clause relative à la date limite. Une proposition dont la durée de validité est inférieure à ces 90 jours sera susceptible d'être rejetée pour cause de non-conformité aux spécifications.

En cas de circonstances exceptionnelles, L'UNICEF pourra demander au Soumissionnaire d'accepter une prolongation de la période de validité de son offre. Cette requête et les réponses y relatives doivent être formulées par écrit. Il ne sera pas demandé ni permis au Soumissionnaire acceptant cette requête de modifier sa proposition.

## **3. Délai de soumission des propositions**

L'UNICEF doit recevoir les Propositions à l'adresse indiquée dans la clause relative au *dépôt et remise des offres*, au plus tard le jour et l'heure locaux stipulés.

L'UNICEF pourra, à sa propre discrétion, prolonger le délai de soumission des Propositions en modifiant les Documents d'invitation à soumissionner conformément à la clause relative à la *Modification des Documents d'invitation à soumissionner*, auquel cas tous les droits et obligations de l'UNICEF et des Soumissionnaires précédemment soumis à l'ancien délai seront alors soumis au nouveau délai tel que prorogé.

## **4. Ouverture et évaluation des Propositions**

### **◆ Ouverture des Propositions**

Vue la nature de la soumission, il n'y aura pas de séance publique de dépouillement des offres.

### **◆ Clarification des Propositions**

Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des Propositions, l'UNICEF peut, à sa discrétion, demander au Soumissionnaire de clarifier sa Proposition. La demande de clarification et la réponse doivent être formulées par écrit, et aucun changement des coûts ou du contenu de la Proposition ne sera demandé, proposé ni permis.

## **5. Évaluation technique et financière des Propositions**

L'évaluation des Propositions se déroule comme suit : contrôle administratif des offres, suivi de l'évaluation technique des offres. Les dossiers qui auront obtenu une note technique **supérieure ou égale à 45 points / 70** seront techniquement retenus et les offres financières seront ouvertes. Le marché sera attribué à l'offre qui obtiendra la note globale la plus élevée, combinant **note technique (70%)** et **note financière (30%)**.

### **a. Évaluation technique**

Seules les propositions ayant obtenu la note technique minimale de 70 points seront considérées comme répondant à la demande de proposition. Seules les offres financières correspondantes à ces dossiers seront alors ouvertes et évaluées. Les propositions n'ayant pas obtenu la note minimale qualifiante de 70 points ne seront pas considérées pour la suite du processus.

La sélection finale de la proposition la moins disante sera basée sur le score global obtenu combinant les notes techniques et financières.

L'évaluation des dossiers se fera sur pondération des notes techniques et financière

- L'évaluation technique (70%)
- L'évaluation financière (30%)

### **b Évaluation financière (30%)**

Calcul de la Note Financière :

La Proposition Financière la moins disante (Fm) obtiendra le score financier maximum (Sf) de 30 points. Les scores financiers (Sf) des autres Propositions Financières seront calculés de la manière suivante : Sf du soumissionnaire X = 30 multiplié par Fm et divisé par la proposition financière F (X).

## **6. Critères d'attribution du Contrat**

L'UNICEF attribuera le marché au soumissionnaire ayant obtenu la note finale (technique + financière) la plus élevée.

Le soumissionnaire retenu devra s'engager de garantir que l'effectif et l'équipement affecté à chacun des lots reste permanent et inchangé jusqu'à la fin des travaux. La liste nominative de l'effectif étayée par des copies des pièces d'identité fournies lors de la signature du marché.

L'UNICEF se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute Proposition, ainsi que d'annuler le processus d'invitation à soumissionner et de rejeter toutes les Propositions à quelque moment que ce soit préalablement à l'attribution du Contrat, sans encourir de ce fait aucune responsabilité vis-à-vis du Soumissionnaire concerné et sans avoir aucune obligation d'informer le ou les Soumissionnaires des raisons qui ont motivé son action.

Avant l'expiration de la période de validité de la proposition, L'UNICEF attribuera le Contrat au Soumissionnaire le plus qualifié et dont la Proposition, après évaluation, est considérée comme répondant le mieux aux besoins de l'organisation et aux exigences de l'activité concernée.

## **7. Droit de l'UNICEF de modifier ses exigences au moment de l'attribution**

L'UNICEF se réserve le droit, au moment de l'attribution du contrat, de modifier la quantité de biens et services spécifiée dans l'invitation à soumissionner, de supprimer certains postes, sans modification des coûts unitaires ou des autres spécifications et conditions.

## **8. Signature du Contrat**

Le Soumissionnaire retenu doit signer, dater et renvoyer le contrat à l'UNICEF dans un délai de 5 jours à compter de la réception du contrat

1 – FORMULAIRES DE L'OFFRE TECHNIQUE

a. Formulaire de Soumission de la Proposition Technique

[Lieu, Date]

A l'attention de : Monsieur Le Représentant adjoint des Operation de l'UNICEF

**Objet :**

**Réf.: LRPS-2021-9169548**

Madame,

Nous, soussignés, proposons de fournir les services pour la mission indiquée ci-dessus en Objet conformément à votre Demande de Propositions (DP) en date du [Insérer Date] et à notre Proposition.

Nous soumettons par la présente notre Proposition, qui contient cette Proposition Technique, et une Proposition Financière, séparées et clairement libellées.

Nous déclarons par la présente que toutes les informations et déclarations faites dans cette Proposition sont vraies et acceptons que toute déclaration erronée puisse conduire à notre disqualification.

Nous y joignons des informations pour appuyer notre éligibilité conformément à la DP.

Si des négociations se tiennent durant la période de validité de la Proposition, nous nous engageons à négocier sur la base des Personnels Experts Clés désignés dans notre Proposition.

Notre Proposition engage notre responsabilité et, sous réserve des modifications résultant des négociations du Marché, nous nous engageons, si notre Proposition est retenue, à commencer la prestation des services de cabinets relatifs à la mission au plus tard à la date indiquée dans cette DP.

Nous comprenons que vous n'êtes pas tenu(e) d'accepter toutes les Propositions qui vous sont adressées.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de notre considération distinguée.

Signataire Mandaté	
Nom et titre du Signataire	
Nom de l'agence	
Adresse de l'agence	

### 3 – FORMULAIRES DE L'OFFRE FINANCIERE

#### Formulaire de Soumission de la Proposition Financière

[Lieu, Date]

A l'attention de : Monsieur Le Représentant adjoint des Operations de l'UNICEF

Objet :

Réf. LRPS-2021-9169548

:Madame,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous proposer nos services de soumissionnaires, pour la mission indiquée ci-dessus en Objet conformément à votre Demande de Propositions en date du [date] et à notre Proposition Technique.

Notre Proposition Financière ci-jointe porte sur le montant forfaitaire de [insérer le(s) montant(s) en toutes lettres et en chiffres].

Notre Proposition Financière engage notre responsabilité sous réserve des modifications résultant des négociations contractuelles relatives au Marché, jusqu'à expiration de la période de validité de la Proposition.

Nous comprenons que vous n'êtes pas tenu d'accepter toutes les Propositions qui vous sont adressées.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Signataire Mandaté	
Nom et titre du Signataire	
Nom du Soumissionnaire	

**TERMES DE RÉFÉRENCE POUR UN CONTRAT INSTITUTIONNEL POUR FAIRE UNE ANALYSE DE SITUATION DES ENFANTS VIVANT AVEC UN HANDICAP A MADAGASCAR**

<b>Titre de la consultance</b>	Analyse de situation des enfants vivant avec un handicap à Madagascar
<b>Objectif</b>	Evaluer et analyser la situation en ce qui concerne la réalisation des droits des enfants (0-17 ans) et des adolescents (10-19 ans) vivant avec un handicap
<b>Emplacement</b>	Travail à distance depuis le domicile, avec une mission sur le terrain pour couvrir la partie qualitative
<b>Durée du contrat</b>	8 mois (approximativement 160 jours)

## 1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La Convention relative aux Droits des Personnes Handicapées (CDPH ou *Convention on the Rights of Persons with Disabilities* - CRPD) et son protocole facultatif (A/RES/61/106) ont été adoptés le 13 décembre 2006 au siège des Nations Unies et ouverts aux signatures le 30 mars 2007. Madagascar a signé cette convention le 25 septembre 2007 et l'a ratifiée le 12 juin 2015<sup>2</sup>.

A Madagascar, les données sur les personnes vivant avec un handicap restent cependant rares. Les données les plus récentes remontent à 2018 lors de la réalisation de l'Enquête par Grappe à Indicateurs Multiples (MICS).

Cette enquête a révélé<sup>3</sup> que 9,6 % des enfants de 2 à 4 ans ; 14,2 % des enfants de 5 à 17 ans et 5,2 % des femmes de 18 à 19 ans vivaient avec des difficultés fonctionnelles dans au moins un domaine. Ces données montrent que, en général, les personnes vivant avec un handicap, et particulièrement les enfants (0-17 ans) et adolescents (18-19 ans) rencontrent des obstacles dans la réalisation de leurs droits. Par exemple, en éducation, seulement 3 % des enfants de 7 à 14 ans avec un handicap ont les compétences fondamentales en mathématiques contre 7,9 % des enfants sans handicap de cette même tranche d'âge. En santé, 47,8 % des enfants vivant de moins de 5 ans avec un handicap sont atteints de la malnutrition chronique contre 43,2 % des enfants sans handicap de ce même groupe d'âge. En outre, à cause d'un faible accès à la contraception, 39,9 % des femmes de 15 à 19 ans vivant avec un handicap ont déjà commencé leur vie féconde contre 35,4 % des femmes sans handicap de cette même tranche d'âge. De même, 57,1 % des femmes de 20 à 24 ans vivant avec un handicap se sont mariées avant 18 ans contre 39,4 % des femmes sans handicap de cette même tranche d'âge. En matière d'hygiène, 83 % des femmes de 15 à 49 ans vivant avec un handicap ont déclaré utiliser des produits d'hygiène menstruelle appropriés dans un lieu privé pour se laver et se changer à la maison contre 86,6 % des femmes sans handicap de cette même tranche d'âge. De tout ce qui précède, l'Analyse des Privations Multiples des enfants à Madagascar, réalisée en 2020, a montré que les enfants vivant avec un handicap ont davantage de risque d'être atteints de la pauvreté multidimensionnelle par rapport à ceux qui ne présentent aucun handicap.

<sup>2</sup> [https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg\\_no=IV-15&chapter=4&clang=en](https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-15&chapter=4&clang=en) consulté le 6 avril 2021

<sup>3</sup> <https://www.unicef.org/madagascar/mics2018>

Les enfants vivant avec un handicap sont donc victimes de discrimination même à l'intérieur du ménage, ce qui les empêche de bénéficier des ressources qui y sont disponibles<sup>4</sup>.

Aussi, l'UNICEF Madagascar procède au recrutement d'un cabinet ou bureau d'études ou d'une institution de recherche pour la réalisation de la première 'Analyse de la situation des enfants vivant avec un handicap'.

Les résultats de cette étude serviront à informer la conception des politiques et programmes pour les enfants et adolescents en situation de handicap par le gouvernement, le bureau pays de l'UNICEF et des autres agences de l'ONU à Madagascar et d'autres parties prenantes dans la mise en œuvre de la Convention relative aux Droits des Personnes Handicapées.

## 2. BUT ET OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

L'objectif de l'étude est d'évaluer et d'analyser la situation en ce qui concerne la réalisation des droits des enfants (0-17 ans) et des adolescents (10-19 ans) malgaches vivant avec un handicap selon la Classification Internationale du Fonctionnement, du handicap et de la santé pour Enfants et Adolescents (CIF-EA) de l'OMS. L'analyse de la situation se basera sur le modèle social du handicap qui affirme que le handicap résulte d'interactions entre une personne ayant une déficience physique, intellectuelle, sensorielle, cognitif ou mentale spécifique et l'environnement social et culturel. Le handicap est donc compris comme une construction sociopolitique, par laquelle les barrières comportementales, environnementales et institutionnelles qui existent en soi au sein de la société excluent et discriminent systématiquement les personnes vivant avec un handicap. Les résultats seront désagregés par sexe et par âge pour permettre une utilisation optimale.

Les objectifs spécifiques de cette étude sont :

- D'analyser l'accès et les inéquités d'accès des enfants et adolescents vivant avec un handicap aux services sociaux et la qualité de ces services tels que l'éducation, la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, la protection sociale ainsi que leur participation, leur inclusion et leur protection à la maison, à l'école, dans les institutions spécialisées ou dans la communauté ;
- D'analyser particulièrement la situation des enfants et adolescents vivant avec un handicap qui sont dans les institutions spécialisées notamment les services auxquels ils ont accès et les abus et exploitations auxquels ils font face ;
- D'analyser les impacts de la pandémie du COVID-19 ainsi que d'autres risques et urgences sur les enfants vivant avec un handicap ;
- De faire une analyse en profondeur des goulots d'étranglement et des obstacles qui affectent l'inclusion des enfants et adolescents vivant avec un handicap dans les services sociaux sus-mentionnés. Cette analyse doit porter sur la mise en place d'un environnement favorable, l'offre et la demande de services ainsi que leur qualité ;
- D'analyser les procédures et les dispositifs existants d'identification du handicap<sup>5</sup> et de référence vers les établissements spécialisés (santé, soins de répit, éducation, dispositifs d'assistance,

---

<sup>4</sup> <https://www.unicef.org/madagascar/rapports/les-privations-multiples-des-enfants-%C3%A0-madagascar>

<sup>5</sup> Le programme de politique sociale de l'UNICEF est en train de recruter une institution pour fournir une assistance technique au travail de protection sociale pour les personnes vivant avec un handicap à Madagascar. Plus précisément, il s'agit de tester les outils d'identification pour l'enregistrement des personnes handicapées, de définir les critères d'éligibilité pour les principaux programmes de protection sociale et de fournir un soutien global dans l'opérationnalisation d'un système de protection sociale plus sensible au handicap dans des zones urbaines et rurales sélectionnées du pays.



assistance sociale), leur disponibilité ainsi que leur effectivité/opérationnalité au niveau des services de santé de protocoles de prévention, de traitement et de suivi des cas identifiés ;

- D'analyser en profondeur la capacité, la préparation des services sociaux (santé et nutrition ; éducation primaire, secondaire et professionnelle y compris les écoles formelles et non formelles, ainsi que les prestataires confessionnels et non confessionnels (gérés par des ONG ou OSC) d'éducation et les centres pour le Développement de la Petite Enfance (DPE) ; eau, assainissement et hygiène ; protection sociale) et l'engagement des Ministères dans la promotion de l'inclusion des enfants et les adolescents en situation de handicap - y compris l'identification des obstacles liés à l'offre;
- D'analyser et de documenter l'offre existante de services de réadaptation à base communautaire et de fournir des recommandations sur la manière de les mettre à l'échelle ;
- D'analyser le système statistique sur le handicap notamment sur la définition, la collecte, la compilation et l'utilisation des données sur le handicap ;
- Sur la base des résultats de toutes ces analyses, de fournir des propositions de stratégies pour renforcer la réalisation des droits des enfants et adolescents vivants avec un handicap à Madagascar, en particulier pour la Politique Nationale d'Inclusion du Handicap à Madagascar.

Les résultats de l'étude seront disséminés au niveau national et régional.

### 3. METHODOLOGIE

La méthodologie de la recherche doit être cohérente avec la méthodologie des Analyses de Situation (SitAn) de l'UNICEF en général, avec la SitAn des personnes vivant avec un handicap en particulier. A cet effet, le guide pour la conduite d'une SitAn et le guide pour la conduite d'une SitAn auprès des personnes vivant avec un handicap sont présentés en Annexes.

L'approche mixte sera utilisée pour cette étude. La méthodologie inclut une composante quantitative et une composante qualitative. Suivant le guide de l'UNICEF sur l'analyse de situation des enfants vivant avec un handicap, le rapport devra être orienté vers les obstacles qui empêchent la réalisation des droits des enfants et adolescents vivant avec un handicap ou les bonnes pratiques à renforcer et promouvoir avec un focus particulier sur les quatre groupes de déterminants suivants :

Groupe de déterminants	Méthode
Environnement favorable	Revue de littérature Interview de personnel-clé
Offre de service	Revue de littérature Analyse des données existantes Focus group Interview de personnel-clé
Demande de service	Analyse des données existantes Enquête quantitative Focus group Interview de personnel-clé
Qualité de service	Focus group Interview de personnel-clé

### 3.1 Composante quantitative

Les données de MICS 2018 seront utilisées pour évaluer l'accès des enfants et adolescents vivant avec un handicap aux services sociaux tels que l'éducation, la santé, la protection sociale, la protection contre la violence et l'exploitation. Les données administratives seront utilisées pour compléter l'analyse.

Cette analyse des données existante sera complétée par une enquête quantitative dans le but (i) d'évaluer la participation des enfants et adolescents vivant avec un handicap dans la communauté à travers leur participation aux événements sociaux et culturels ainsi que leur accès et leur utilisation des médias et des réseaux sociaux. Cette partie inclut également la discrimination et/ou l'exclusion vécue par les enfants et adolescents vivant avec un handicap par rapport aux services sociaux ainsi que l'adéquation des services aux besoins spécifiques des enfants et adolescents vivant avec un handicap et (ii) d'analyser la **situation économique** et les barrières financières qui empêchent les familles d'accéder aux services doivent être incluses. Cette enquête complémentaire devra utiliser la méthode dite Boule de Neige pour avoir un échantillon d'au moins 200 ménages par région. L'échantillon doit contenir les enfants avec différents types de handicap (sensoriel, physique, apprentissage, combiné).. Vu qu'il n'y a pas de base de sondage, les ménages à enquêter pourront être identifiés avec l'aide des réseaux existants et organisations travaillant avec les personnes vivant avec un handicap. Cependant, l'échantillon doit aussi inclure des ménages qui ne sont pas membres d'association ni d'organisation

La finalisation des questionnaires, l'identification des répondants et l'analyse des données recueillies seront faites en consultation avec des représentants des Associations des Personnes vivant avec un Handicap.

### 3.2 Composante qualitative

Outre la revue des documents existants, des interviews qualitatives seront menées auprès du informateurs-clés au niveau central et local pour explorer les éléments sur l'environnement favorable : législation, règles et politiques, allocation budgétaire, mécanismes existant pour permettre aux personnes vivant avec un handicap de faire entendre leurs voix, l'offre de services (structures existantes, barrières à l'accès, préjugés et attitudes). En particulier, l'analyse en profondeur de la capacité et de la préparation du système éducatif, y compris les écoles formelles et non formelles, ainsi que les prestataires confessionnels et non confessionnels d'éducation et les centres pour le Développement de la Petite Enfance (DPE) pour inclure les enfants et les adolescents en situation de handicap dans l'éducation sera effectuée sur la base de la revue documentaire et des interviews avec des informateurs-clés.

Le volet qualitatif devra aussi inclure des focus group et des entretiens individuels auprès des enfants et adolescents vivant avec un handicap et leurs familles afin d’avoir leurs expériences sur l’accès aux services sociaux, leur point de vue sur la qualité des services, leur inclusion dans leur communauté, leur appréciation de leur situation et leur vision de leur futur.

Le volet qualitatif devra également inclure des entretiens avec des membres de la communauté pour analyser leurs attitudes vis-à-vis des enfants et adolescents vivant avec un handicap. En particulier, des entretiens auprès des prestataires de services (santé, éducation, protection sociale, eau et assainissement, protection contre la violence et l’exploitation, services spécifiques pour la transition vers l’âge adulte tels que l’emploi et la santé de la reproduction), des responsables gouvernementaux et des représentants de la société civile devront être menés. Les entretiens au niveau local permettront aussi d’analyser l’existence de services de réadaptation à base communautaire.

Enfin, des études de cas devront être réalisés auprès de deux institutions résidentielles spécialisées ou des institutions non spécialisées mais qui offrent des services pour les enfants et adolescents vivant avec un handicap pour analyser les services offerts, le contact des enfants et adolescents avec leur famille, la qualité de service et leur inclusion dans la société.

Concernant les données qualitatives, les macro régions de Madagascar seront représentées à travers la composante qualitative de la présente étude pour permettre de cerner les spécificités.

#### **4. CONSIDERATIONS ETHIQUES**

La recherche doit être réalisée selon les normes éthiques de l’UNICEF, en particulier pour les recherches auprès des enfants. A cet effet, le rapport de démarrage de la recherche doit être approuvée par le Comité International de Revue (IRB) de l’UNICEF pour avant d’être mis en application. Les guides et outils pour assurer le respect de ces normes sont présentés en annexes.

#### **5. LIVRABLES ET CALENDRIER DE REALISATION**

Le prestataire travaillera sous la supervision du Responsable des Enquêtes et Données de la Section Politique Sociale et Evaluation, et la coordination de la Chef de la Section à l’UNICEF Madagascar.

Les travaux sont prévus commencer au début du mois de juillet 2021. La durée totale du projet est estimée à 8 mois calendaires (environ 160 jours). Les principales activités ainsi que les livrables attendus sont les suivants pour chaque étude :

Activité	Livrable	Durée	Tranche de paiement
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Revue des documents existants</li> <li>- Conception de la méthodologie pour le volet qualitatif et quantitatif</li> <li>- Conception du contenu et de la structure des analyses</li> <li>- Présentation du protocole (en virtuel)</li> </ul>	Protocole de recherche incluant la méthodologie détaillée, le chronogramme des activités, les outils de collecte de données, etc. Protocole de 10 000 mots environ sans les annexes (en Français)	1 mois	40 %
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyses des données quantitatives disponibles</li> <li>- Prétest de la recherche</li> <li>- Formation des agents de collecte</li> <li>- Collecte de données qualitatives et quantitatives</li> <li>- Nettoyage et analyse des données</li> <li>- Rédaction du rapport principal de l'étude</li> <li>- Présentation préliminaire des résultats du rapport (en virtuel)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Première version du rapport principal de l'étude de 20 000 mots environs sans les annexes (en Français)</li> <li>- Présentation en power point des résultats en interne</li> </ul>	3 mois	30 %
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Finalisation du rapport en tenant compte des commentaires de l'UNICEF</li> <li>- Production des autres supports de dissémination (Policy Brief, Etude de cas)</li> <li>- Présentation officielle des résultats (en virtuel ou présentiel)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Version finale du rapport de l'étude de 20 000 mots environ sans les annexes (en Français)</li> <li>- Archive électronique contenant les bases de données utilisées pour les analyses, les bases de données dérivées, les programmes d'analyse</li> <li>- Policy Brief et autres supports de dissémination en particulier des infographies<sup>6</sup> (en Français, Anglais et Malagasy). Les publications devront être accessibles aux personnes vivant avec un handicap (vidéo + langue des signes, résumé adapté aux enfants et en brailles)</li> <li>- Présentation des résultats de l'étude en power point (en Français) ainsi qu'avec une vidéo de 2-3 minutes en Malagasy, Français et Anglais</li> </ul>	1 mois	30 %

## 6. QUALIFICATIONS REQUISES

Le cabinet doit présenter une équipe (préférentiellement avec au moins deux consultants) avec les caractéristiques suivantes :

Pour la partie quantitative :

---

<sup>6</sup> Des exemples seront communiqués au début du contrat

- Avoir au moins un diplôme de Master en Statistique, Economie, Sciences Sociales, Genre ou Etudes sur la Population ;
- Justifier de capacité en analyses de données, de préférence sous STATA ;
- Avoir des expériences dans l'analyse des données des enquêtes MICS ou EDS ;
- Avoir des compétences solides en communication et présentation de résultats statistiques ; et
- Des excellentes compétences à communiquer en français et en anglais à l'écrit comme à l'oral.

Pour la partie qualitative :

- Avoir au moins un diplôme de Master en Sciences Sociales, Etudes sur le Développement, Anthropologie, ou Sociologie ;
- Justifier de capacité en collecte et analyse des données qualitatives ; et
- Des excellentes compétences à communiquer en français et en anglais à l'écrit comme à l'oral.

L'un des consultants doit avoir :

- des expériences en conduite d'Analyse de Situation ;
- des connaissances approfondies sur la CDPH, la Convention sur les Droits des Enfants (CRC) et le modèle social du handicap ; et
- des expériences probantes en travail avec la communauté des personnes vivant avec un handicap.

Si possible, l'équipe doit intégrer une personne vivant avec un handicap pour une meilleure compréhension des sensibilités liés à la thématique. La composition de l'équipe doit aussi tenir compte du genre.

Seront considérés comme atout :

- Des expériences et/ou connaissances spécifiques au Madagascar ;
- L'aptitude à parler et/ou comprendre le malagasy ; et
- Des expériences d'études quantitatives et/ou qualitatives avec le Système des Nations Unies en général, l'UNICEF en particulier.

## 6. SUPERVISION ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à la politique de l'UNICEF en matière de gestion des finances publiques, les paiements sont effectués en fonction des produits livrables approuvés. Aucun paiement anticipé n'est autorisé, sauf dans des circonstances exceptionnelles contre garantie bancaire, dans la limite de 30 % de la valeur totale du contrat dans les cas où des achats anticipés, par exemple pour des fournitures ou des voyages, peuvent être nécessaires. Les frais généraux éventuels seront plafonnés à 15 % aux fins du présent contrat.

L'équipe de consultants sélectionnée sera régie et soumise aux conditions générales de l'UNICEF pour les contrats institutionnels.

## 7. CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE

ETAPE	CRITERES	NOTE
<b>1-</b>	<b><i>Evaluation technique (70 points, seuil éliminatoire 45 points)</i></b>	
<b>1-1</b>	<b><i>Responsable du volet quantitatif</i></b>	
	Master en Statistique, Economie, Sciences Sociales, Genre ou Etudes sur la Population	6
	Capacité en analyses de données, de préférence sous STATA	2
	Expériences dans l'analyse des données des enquêtes MICS ou EDS	2
	Compétences solides en communication et présentation de résultats statistiques	2
	Excellentes compétences à communiquer en français et en anglais (écrit et oral)	2
<b>1-2</b>	<b><i>Responsable du volet qualitatif</i></b>	
	Master en Sciences Sociales, Etudes sur le Développement, Anthropologie, ou Sociologie	6
	Capacité en collecte et analyse des données qualitatives	2
	Excellentes compétences à communiquer en français et en anglais (écrit et oral)	2
<b>1-3</b>	<b><i>Compétences exigées pour au moins un des consultants</i></b>	
	Expériences en conduite d'Analyse de Situation	8
	Connaissances approfondies sur la CDPH, la Convention sur les Droits des Enfants (CRC) et le modèle social du handicap	8
	Expériences probantes en travail avec la communauté des personnes vivant avec un handicap	8
<b>1-4</b>	<b><i>Atouts</i></b>	
	Expériences et/ou connaissances spécifiques au Madagascar	3
	Aptitude à parler et/ou comprendre le malagasy	
	Expériences d'études quantitatives et/ou qualitatives avec le Système des Nations Unies en général, l'UNICEF en particulier	3
	Personne vivant avec un handicap dans l'équipe	3
	Composition de l'équipe tient compte du genre	3
<b>1-5</b>	<b><i>Méthodologie</i></b>	
	Approche mixte	2
	Méthode d'échantillonnage quantitatif répondant aux spécifications des TdR	3
	Composante qualitative répondant aux spécifications des TdR	3
	Délai de réalisation répondant aux spécifications des TdR	2
<b>2-</b>	<b><i>Evaluation financière (30 points).</i></b>	
<b>2-1</b>	Note* calculée sur la base du budget proposé dans l'offre financière	30
<b>3-</b>	<b><i>Recommandation pour attribution</i></b>	
<b>3-1</b>	Recommandation pour attribution en faveur de l'offre la plus économiquement avantageuse	Note finale maximale

## **ANNEXE IV : CONDITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX CONTRATS D'ENTREPRISE CONCLUS PAR L'UNICEF**

### **1. Statut juridique**

Le statut juridique de l'Entrepreneur est celui d'un entrepreneur indépendant vis-à-vis de l'UNICEF. Le personnel et les sous-traitants de l'Entrepreneur ne sont en aucune façon considérés comme des employés ou des mandataires de l'UNICEF ou de l'Organisation des Nations Unies.

### **2. Instruction d'autorités extérieures**

L'Entrepreneur ne sollicitera ni n'acceptera d'instructions d'aucune autorité autre que l'UNICEF dans le cadre des services fournis aux fins du Contrat. Il s'abstiendra de toute action pouvant porter préjudice à l'UNICEF ou à l'Organisation des Nations Unies et exécutera ses engagements en ayant pleinement égard aux intérêts de l'UNICEF.

### **3. Responsabilité de l'Entrepreneur pour ses employés**

L'Entrepreneur répond de la compétence professionnelle et technique de ses employés. Il choisira aux fins de l'exécution du Contrat, des personnes efficaces, respectueuses des coutumes locales et possédantes de hautes qualités morales et éthiques.

### **4. Cession**

L'Entrepreneur ne peut transférer, céder, mettre en gage, nantir ou autrement disposer tout ou partie de ses droits, créances ou obligations découlant du présent Contrat, sauf autorisation écrite préalable de l'UNICEF.

### **5. Sous-traitance**

L'Entrepreneur doit obtenir au préalable, dans chaque cas, l'approbation et l'accord écrit de l'UNICEF avant d'engager des sous-traitants. Cette approbation ne dégage l'Entrepreneur d'aucune des obligations qui découlent pour lui du Contrat. Tout contrat de sous-traitance est régi par les dispositions du Contrat et doit y être conforme.

### **6. Non octroi d'avantages aux fonctionnaires**

L'Entrepreneur certifie qu'aucun fonctionnaire de l'UNICEF ou de l'Organisation des Nations Unies n'a reçu ni ne recevra, directement ou indirectement, un quelconque avantage en rapport avec le Contrat ou l'attribution du Contrat. Il reconnaît que le non-respect de cette disposition constitue une violation d'une condition essentielle du Contrat.

### **4. Appel en garantie**

L'Entrepreneur se portera garant de l'UNICEF, prendra fait et cause pour lui et le défendra à ses propres frais, ainsi que les mandataires, agents, préposés et employés de l'UNICEF, contre toute poursuite, réclamation, demande et responsabilité de toute nature, y compris les frais et débours y ayant trait, qui se fondent sur des actes ou des omissions de l'Entrepreneur, de ses employés, mandataires ou sous-traitants dans le cadre de l'exécution du Contrat. La disposition précédente s'applique, entre autres, aux poursuites, réclamations et actions en responsabilité en matière d'assurance ou d'indemnisation des travailleurs, de responsabilité produit et de responsabilité liée à l'utilisation par l'Entrepreneur, ses employés, mandataires, préposés ou sous-traitants, d'inventions ou de procédés brevetés, de documents protégés par le droit d'auteur ou autre propriété intellectuelle. Les dispositions de cet Article survivent à l'expiration ou la résiliation du Contrat.

### **5. Assurance et responsabilité civile**

- a. L'Entrepreneur est tenu de contracter et de maintenir en vigueur une assurance tous risques protégeant ses biens et tout matériel utilisé pour l'exécution du Contrat.
- b. L'Entrepreneur est tenu de souscrire et de maintenir en vigueur toutes assurances appropriées en matière d'accidents du travail ou d'invalidité, ou l'équivalent, pour couvrir ses employés et répondre à toute réclamation résultant de blessures ou décès liés à l'exécution du Contrat.
- c. L'Entrepreneur est également tenu de souscrire et de maintenir en vigueur une assurance d'un montant suffisant pour couvrir toute réclamation de tiers résultant de décès, blessures ou dommages matériels découlant de la fourniture de services dans le cadre du Contrat, ou du fonctionnement de tout véhicule, bateau, aéronef ou autre engin appartenant ou loué à l'Entrepreneur, ses agents, préposés, employés et sous-traitants accomplissant une tâche ou fournissant un service lié au Contrat.

d. Sauf dans le cas de l'assurance en matière d'accidents du travail et d'invalidité visée au paragraphe 8.2 ci-dessus, les polices d'assurance visées dans le présent article :

- (i) Reconnaîtront à l'UNICEF la qualité de Co-assuré;
- (ii) Contiendront une clause de renonciation à la subrogation de l'assureur dans les droits de l'Entrepreneur contre L'UNICEF ;
- (iii) Disposeront que L'UNICEF doit être avisé par écrit 30 jours à l'avance, par l'assureur, de toute annulation ou modification de la couverture.

L'Entrepreneur est tenu de produire à la demande de l'UNICEF la preuve qu'il a contracté les assurances visées dans le présent article.

## **6. Charges**

L'Entrepreneur ne permettra pas que soit déposé ou maintenu auprès d'un officier public, ou auprès de l'UNICEF, ou d'une autre manière, aucun privilège, hypothèque, action en saisie, ou autre charge ou servitude en raison de sommes dues ou qui viendraient à être dues pour des travaux exécutés ou des matériaux fournis dans le cadre du Contrat ou en raison de toute réclamation ou demande contre l'Entrepreneur.

## **7. Propriété du matériel**

Le matériel et les biens fournis par L'UNICEF restent sa propriété et doivent lui être restitués à la fin du Contrat, ou avant la fin du Contrat lorsque l'Entrepreneur n'en a plus besoin, et ce dans l'état où celui-ci les a reçus, compte tenu de l'usure normale. L'Entrepreneur est tenu d'indemniser l'UNICEF pour le matériel dont il est établi qu'il a subi des dommages ou des dégradations supérieures à l'usure normale.

## **8. Droits d'auteurs, brevets et autres droits exclusifs**

La propriété intellectuelle et les autres droits de propriété, entre autres les brevets, droits d'auteur et marques déposées, concernant les produits, documents ou autres matériaux ayant un lien direct avec le Contrat ou produits, préparés ou recueillis aux fins du Contrat, appartiennent à l'UNICEF. Sur demande de l'UNICEF, l'Entrepreneur est tenu de prendre toutes actions nécessaires, d'établir, signer, et valider tout document requis et, généralement, de prêter son concours en vue d'obtenir et de transférer à l'UNICEF de tels droits, conformément à la loi applicable.

## **9. Utilisation du nom, de l'emblème ou sceau officiel de l'Organisation des Nations Unies**

L'Entrepreneur ne fera état en aucune façon de sa qualité de cocontractant de l'UNICEF. Il s'abstiendra d'utiliser de quelque façon que ce soit le nom, l'emblème ou le sceau officiel de l'UNICEF ou de l'Organisation des Nations Unies ou toute abréviation du nom de ces institutions dans le cadre de ses activités ou dans d'autres circonstances.

## **10. Caractère confidentiel des documents et des informations**

- a Tous documents, dessins, plans et rapports, toutes cartes, photographies, mosaïques, recommandations, évaluations et autres données élaborés ou reçus par l'Entrepreneur aux fins du Contrat sont la propriété de l'UNICEF. Ils doivent être traités comme des documents confidentiels qui ne seront remis qu'aux fonctionnaires habilités de l'UNICEF après achèvement des travaux prévus dans le Contrat.
- b L'Entrepreneur ne peut révéler en aucune circonstance à un particulier, à un gouvernement ou à une autorité autre que l'UNICEF, les informations dont il a connaissance en raison de sa collaboration avec l'UNICEF et qui n'ont pas été rendues publiques, sauf autorisation de l'UNICEF; il lui est également interdit de chercher à retirer un avantage de telles informations. Ces obligations n'expirent pas à la fin du Contrat.

## **11. Force majeure et autres événements**

- a. L'expression "force majeure" utilisée dans le présent article s'entend des catastrophes naturelles, guerres (déclarées ou non), invasions, révolutions, insurrections ou tous autres actes de nature ou de portée similaires.
- b. Lorsque survient un cas de force majeure qui l'empêche totalement ou partiellement d'honorer les obligations et les responsabilités qui lui incombent en vertu du Contrat, l'Entrepreneur est tenu d'en aviser dès que possible l'UNICEF par écrit et en détail. L'Entrepreneur doit également notifier l'UNICEF de tout changement de circonstance ou de tout événement qui entrave ou peut entraver l'exécution du Contrat. Cette notification devrait comporter des mesures que l'Entrepreneur propose de prendre, y compris des alternatives qui ne sont pas touchées par le cas de force majeure à l'exécution du Contrat. Une fois dûment informé conformément au présent article, l'UNICEF a le droit, à sa seule discrétion, de prendre toutes mesures qu'il juge appropriées ou nécessaires au regard des



- circonstances, et notamment d'accorder à l'Entrepreneur une prorogation raisonnable du délai qui lui est imparti pour s'acquitter des obligations découlant du Contrat.
- c. Lorsque l'Entrepreneur se trouve par force majeure dans l'incapacité permanente, totale ou partielle, d'honorer les obligations et les responsabilités qui découlent pour lui du Contrat, l'UNICEF a le droit de suspendre ou résilier celui-ci dans les conditions fixées à l'article 15 ("Résiliation"), sauf que le préavis est dans ce cas de sept (7) jours et non de trente (30) jours.

## **12. Résiliation du contrat**

- a. Chacune des Parties peut résilier le Contrat pour juste motif, en tout ou en partie, moyennant un préavis écrit de trente (30) jours à l'autre Partie. L'engagement d'une procédure d'arbitrage en vertu de l'article 16 ("Règlement des différends") n'est pas considéré comme une résiliation du Contrat.
- b. L'UNICEF se réserve le droit de résilier à tout moment le présent Contrat sans motiver sa décision moyennant préavis écrit de trente (30) jours à l'Entrepreneur. L'UNICEF rembourserait alors à l'Entrepreneur les dépenses que celui-ci avait raisonnablement engagées avant de recevoir le préavis.
- c. En cas de résiliation du Contrat par l'UNICEF en vertu du présent article, l'UNICEF n'est tenu de payer à l'Entrepreneur que pour les travaux et services exécutés à la satisfaction de l'UNICEF conformément à ce qui est expressément prévu dans le Contrat. L'Entrepreneur devrait prendre immédiatement des mesures pour terminer les travaux et services d'une manière rapide et ordonnée et minimiser les pertes et dépenses.
- d. Si l'Entrepreneur fait faillite, est mis en liquidation, est déclaré insolvable ou procède à une cession au bénéfice de ses créanciers, ou si un syndic ou administrateur de faillite ou un liquidateur est nommé, l'UNICEF a la faculté, sans préjudice de tous autres droits ou recours qu'il peut faire valoir en vertu des présentes conditions, de résilier immédiatement le Contrat. L'Entrepreneur est tenu d'aviser immédiatement l'UNICEF s'il se trouve dans l'un des cas ci-dessus.
- e. Le dépassement du montant plafond des pénalités de retard pourrait également entraîner la résiliation du contrat au tort de l'Entrepreneur.

## **13. Règlement des différends**

- a. **Règlement Amiable :** Les Parties font de leur mieux pour régler à l'amiable tout différend, litige ou réclamation découlant du Contrat, de sa résiliation, sa nullité ou sa violation. Si les Parties souhaitent rechercher un règlement amiable par voie de conciliation, la conciliation doit être conduite conformément aux règles de conciliation de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) alors en vigueur, ou à telle autre procédure dont les Parties pourront convenir.
- b. **Arbitrage :** Si un différend, litige ou réclamation découlant du Contrat, de sa résiliation, sa nullité ou sa violation, ou qui y est relatif, n'est pas réglé à l'amiable selon le paragraphe 1 du présent article dans les soixante (60) jours de la réception par l'une des Parties de la demande de règlement amiable faite par l'autre Partie, le différend, litige ou réclamation doit être soumis par l'une ou l'autre Partie à arbitrage, conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international alors en vigueur, y compris les dispositions sur la loi applicable. Le tribunal arbitral n'a pas le pouvoir d'accorder de dommages intérêts à titre de sanction. En outre, à moins que cela ait été expressément convenu par le bon de commande, le tribunal arbitral n'a pas le pouvoir d'accorder des intérêts. Les Parties sont liées par la sentence arbitrale rendue au terme dudit arbitrage comme valant règlement final et définitif du différend, litige ou réclamation.

## **14. Privilèges et immunités**

Aucune disposition du Contrat ne peut être interprétée comme une renonciation, expresse ou tacite, aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, y compris ses organes subsidiaires.

## **15. Exonération d'impôts**

- a. La section 7 de la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies dispose que l'Organisation des Nations Unies (y compris ses organes subsidiaires) est exonérée de tout impôt direct, à l'exception de la rémunération de services d'utilité publique, et de tous droits de douane ou redevances de nature similaire à l'égard des objets importés ou exportés pour son usage officiel. En cas de refus des autorités fiscales de reconnaître l'exonération dont bénéficient l'UNICEF en ce qui concerne de tels impôts, droits ou redevances, l'Entrepreneur consulte sans délai l'UNICEF afin de déterminer une procédure mutuellement acceptable.
- b. En conséquence, l'Entrepreneur autorise l'UNICEF à déduire des ses factures les montants correspondant à de tels impôts, droits ou redevances, à moins que l'Entrepreneur n'ait consulté au

préalable l'UNICEF à ce sujet et que l'UNICEF ne l'ait, dans chaque cas, expressément autorisé à payer sous réserve de tels droits, impôts ou redevances. Dans un tel cas, l'Entrepreneur remettra à l'UNICEF une preuve écrite attestant que ces impôts ou droits ont été payés et que leur paiement a été dûment autorisé.

#### **16. Travail des enfants**

L'Entrepreneur déclare et garantit que ni l'Entrepreneur, ni aucune des entreprises qui lui sont affiliées, n'est engagé dans aucune pratique incompatible avec les droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, notamment l'article 32 de celle-ci qui dispose que tout enfant doit être protégé contre l'accomplissement de tout travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social. Tout manquement à cette déclaration et garantie donne à l'UNICEF le droit de résilier immédiatement le Contrat, sans être redevable d'aucune pénalité au titre d'une telle résiliation et sans que sa responsabilité soit engagée d'aucune autre manière.

#### **17. Mines**

L'Entrepreneur déclare et garantit que ni lui ni aucune de ses filiales n'est directement et activement impliquée dans des brevets, développement, assemblage, production, commerce ou manufacture de mines ou de composants fondamentalement entrant dans la fabrication de mines. Le terme "mine" se réfère aux engins définis à l'article 2, paragraphes 1, 4 et 5 du Protocole II additionnel à la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discriminations. Tout manquement à cette déclaration et garantie donne à l'UNICEF le droit de résilier immédiatement le Contrat, sans être redevable d'aucune pénalité au titre d'une telle résiliation et sans que sa responsabilité soit engagée d'aucune autre manière.

**RESPECT DE LA LOI :** L'Entrepreneur est tenu de respecter toutes les dispositions des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent à l'exécution de ses obligations découlant du Contrat.

**MODIFICATION :** Aucune modification du Contrat, aucune dérogation à ses dispositions, aucun lien supplémentaire entre L'UNICEF et l'Entrepreneur ne sont valables et opposables à l'UNICEF s'ils n'ont fait l'objet d'un amendement au Contrat signé par le fonctionnaire de l'UNICEF à ce autorisé.